

# TCS — Le livret qui sauve

Toutes les institutions tendent à devenir leur propre fin; les associations et organisations sans but lucratif n'échappent pas à la règle, cause de bien des désillusions chez les militants et autres pionniers enthousiastes. La défiance survient inéluctablement, avec les années bien sûr, et aussi à partir d'une certaine dimension, difficile à situer et de toute manière variable d'un cas à l'autre.

Ainsi, une entreprise qui fait des centaines de millions, voire plusieurs milliards de chiffre d'affaires ne peut plus avoir d'autre objectif prioritaire que sa propre survie, — plus ou moins habilement masquée en responsabilité sociale (vis-à-vis du personnel, des actionnaires, de la collectivité régionale, etc.). Et que l'entreprise en question soit constituée en coopérative n'y change rien.

Ainsi, un « club » d'automobilistes, même s'il leur rend des services certains, en arrive à se préoccuper d'abord de lui-même, de son image, de son expansion à tout prix, de son poids comme groupe de pression. Le Touring-Club suisse, fort de ses bientôt 900 000 membres, en est désormais là: il offre — et surtout il vend — toutes sortes de services dans les secteurs du tourisme et de l'assurance, qui viennent s'ajouter aux cotisations et portent les recettes annuelles totales à 55 millions de francs environ. Tous ces services sont complaisamment énumérés dans le rapport du Conseil d'administration du TCS, laquelle « Rétrospective » ne dit rien de leur coût réel ni de leur mode de couverture, et ne donne même pas une version résumée des comptes annuels.

Cette politique d'information pour le moins surprenante de la part d'un club qui n'a sans doute rien à cacher empêche de se faire une idée de l'importance exacte du TCS. Mais il est clair que la direction prise par le premier club automobile suisse ne plaît pas à tout le monde: au fur et à mesure que l'institution-TCS se développe et se profile comme organisation de défense intransigeante des automobilistes et autres transports

privés, le rythme des démissions s'accélère (voir tableau en page suivante).

A noter que le rythme d'accroissement de l'effectif des membres est traditionnellement inférieur à la moyenne en Romandie, où trois sections ont même enregistré un solde net négatif en 1976. Au total, la part des sept sections romandes s'effrite d'année en année, pour se situer encore à 27,4 % à fin 1976.

L'augmentation du nombre des démissions tient sans doute à différents facteurs; la récession, le départ des étrangers, la suppression du deuxième ou troisième véhicule dans les familles qui pouvaient s'en offrir autant, tout cela doit avoir joué dans le ralentissement très net observé ces dernières années. Mais il y a aussi la soi-disant auto-phobie, dénoncée à chaque occasion par le TCS, et surtout la politique suivie par le TCS lui-même: à force de défendre chaque semaine, dans l'éditorial et les premières colonnes du « Touring », un point de vue étroitement et aveuglément pro-bagnoles, le TCS s'est attiré de très nombreuses démissions fermement motivées.

La notification de ces départs est accueillie avec sérénité au siège central du TCS à Genève: d'une part on a su y mettre en place un solide départe-

## ● SUITE ET FIN AU VERSO

### DANS CE NUMÉRO

P. 2 : Une nouvelle de G. Baechtold : Le truck;  
p. 3 : Dans les kiosques : Ils tiennent bon — Le fanion des sept braves — Oh ! le beau livre;  
pp. 4/5 : Des hôpitaux qui pèsent moins lourd — Pour combien de temps ?; p. 6 : DP fait ses comptes; p. 7 : Les ratés atomiques de la démocratie — Courrier : Se vautrer dans l'énergie;  
p. 8 : Le carnet de Jeanlouis Cornuz : Libéralismes.

# Domaine public

**J.A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand  
N° 414 15 juillet 1977  
Quatorzième année

Rédacteur responsable :  
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc  
Abonnement  
pour une année : 48 francs

Administration, rédaction :  
**1002 Lausanne, case 2612**  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :  
Rudolf Berner  
Claude Bossy  
Jean-Daniel Delley

# 414

# TCS — Le livret qui sauve (fin)

ment de publicité, qui s'occupe avec efficacité du recrutement de nouveaux membres (avec primes à la clé pour les recruteurs), et surtout, on y veille d'autre part à rendre l'adhésion au TCS nécessaire, indispensable même pour l'automobiliste suisse, — surtout s'il voyage en voiture à l'étranger. Maintenant que le service de dépannage n'est plus gratuit (une franchise de Fr. 15.— est demandée par intervention), combien de membres du TCS ne payent-ils leur cotisation que pour continuer d'avoir droit au fameux livret ETI? L'exclusivité de ce livret, et de diverses presta-

tions en matière d'assistance en cas d'accident à l'étranger, vaut au TCS une clientèle qui doit bien lui rester fidèle.

*Le plus étonnant : personne ne semble se demander en vertu de quel droit un club devenu groupe de pression peut ainsi avoir le privilège exclusif d'exploiter un filon qui pourrait bien lui valoir une belle survie, sous la forme d'un véritable groupe d'entreprises plus soucieuses de leur propre rentabilité que de l'intérêt des cotisants. Sujet à méditer sur la route des vacances.*

## Les « entrées » et les « sorties » depuis deux ans

Nombre de membres des sections en début d'année	1975 872 360	1976 859 136	(+ 9,83 %)
+ Adhésions	74 790	65 895	
— Démissions	43 014	48 189	
Solde net des entrées/sorties	31 776	17 706	
Nombre de membres en fin d'année	859 136	876 842	(+ 2,06 %)

## UNE NOUVELLE DE GILBERT BAECHTOLD

### Le truck

*Comme à l'accoutumée, pendant ces deux mois d'été, quelques lignes de respiration que signe notre ami Gilbert Baechtold.*

On appelle « truck » à Tahiti, les autobus publics. Seule ingénence ici de la langue américaine. Réunis sur l'antique place du marché, dans un décor de fruits, de poissons, de coquillages, de chapeau en paille et cheveux cirés, les « truck » chargent par l'arrière des villageois pansus, puis filent, qu'il au nord, qu'il au sud, sur la route ceinturant l'île. Débarqué de l'avion le matin même, je montai dans le « truck » de Taravao, district d'une presqu'île autrefois isolée de Tahiti, si l'on en croit les marécages qui l'en séparent encore.

J'en avais pour quelques heures. Une chaleur humide s'abattait sur le car, et je m'endormis sous les paniers. Le derrière en marmite qu'une Tahitienne m'expédia dans les naseaux me réveilla fort à propos. C'était Taravao. Je sautai du « truck », empoignai ma valise et marchai vers le sud. L'homme que je cherchais n'était pas loin.

\* \* \*

Entre les cocotiers aux longs cous, le soleil assomait la terre noire. Mal préparé à pareille température, j'eus un éblouissement. Je crus voir en pleine forêt la silhouette du « truck » que je venais de quitter. Je traversai un pont, sur lequel paraissaient des vahinées aux cheveux courts (quel changement depuis mon dernier voyage !) et je reconnus le faré. Là habitait Barbès, ancien conducteur d'autobus à Paris, ancien chef syndicaliste, qui, vingt ans plus tôt, avait rallié avec

moi Papeete, venant de Marseille, pour finir ses jours sur cette île douce et humide. Un mois en mer à l'entrepont d'un cargo mixte, avec escales à Alger, Madère, La Guadeloupe et Panama. Je frappai à la porte. Une vahiné énorme — elles le sont toutes à partir d'un certain âge — vint ouvrir et me tomba dans les bras (disons que je tombai dans les siens). C'était Marie-France, jadis belle, sirène devenue baleine. Et cette bonne grosse femme eut une phrase cruelle : « Je t'offrirais bien une bière fraîche, me dit-elle, mais Barbès est devenu maniaque. Il emporte avec lui la clé du frigidaire. Attendons qu'il revienne ».

Je sortis du faré et me promenai dans la forêt. Que pouvait faire Barbès sous ces cocotiers et ces arbres à pain ! J'avais si soif que des images invraisemblables se créaient dans mon esprit « dormir dans un cercueil de glace », « me baigner dans une bière géante » ! C'est alors que je l'aperçus derrière des pures entrelacés. C'était un vieux « truck », semblable à celui que je venais de quitter. Mais au lieu d'être soutenue par quatre roues, sa carcasse reposait en pleine brousse sur quatre piliers en briques. Un homme au volant : Barbès. Je me précipitai vers lui. Il me fit un coup d'œil entendu, un peu gêné.

— A tout à l'heure, me dit-il, quand j'aurai fini mon service.

Et je l'attendis, assis derrière ce truck mort. Si vous en avez le temps, allez lui rendre visite dans cette forêt de Taravao : il a affiché un horaire sur la portière du car et refuse de rejoindre ses amis avant d'avoir fait ses cinq heures de conduite matinale. Les jours de pluie — ils sont fréquents — il actionne les essuie-glaces. Un jour Barbès ira à l'asile. Mais pour l'instant, il fait ses trente heures hebdomadaires, symbole vivant de ponctualité syndicale.

G. B.

## DP : parution estivale

A son habitude, DP se met au rythme bi-mensuel fut le sien à ses débuts pendant les mois de juillet et d'août. Prochaines parutions : 28 juillet (DP 415), 11 août (DP 416), 25 août (DP 417) et 1er septembre (DP 418).

## Ils tiennent bon

En janvier 1976 (DP 344) nous avons constaté que la presse de gauche, d'extrême-gauche et d'au-delà avait assez bien supporté l'année 1975 en Suisse alémanique. Qu'en est-il aujourd'hui, une année et demi plus tard? Les huit titres de la presse socialiste quotidienne sont toujours présents et un neuvième est réapparu, puisque le « *Volksrecht* » (Droit du Peuple) est reparti sous les auspices du « *Freier Aargauer* » (L'Argovien libre).

Les hebdomadaires de partis : « *Vorwärts* » (En avant) du Parti du travail et « *PZ* », des Organisations progressistes, ainsi que « *Bresche* », bimensuel de la LMR continuent de paraître, de même que « *Zeitdienst* » (gauche sans attache), bientôt trentenaire.

« *Oktober* », « *Viva* » (Coire), « *Das Konzept* », « *Die Rote Anneliese* » (Haut-Valais), « *Alternative* » (Uri), « *Leserzeitung* » sont non seulement toujours présents, mais certains ont fortement augmenté leur audience. C'est aussi le cas de « *Focus* » qui devient de plus en plus un magazine politique dont la lecture est indispensable à celui qui désire connaître la marginalité alémanique. Quelques titres cités à l'époque ne nous ont plus passé sous les yeux, ce qui ne signifie pas qu'ils aient disparu, vu leurs méthodes de diffusion hors des circuits organisés. D'autres journaux ont paru et certaines sections du Parti socialiste zurichois diffusent des bulletins souvent intéressants.

— Du 29 septembre au 1er octobre, quelques dizaines d'étudiants discuteront de la révision de la Constitution fédérale au « *Parkhotel Giessbach* ». Ils seront les invités du Redressement National, une organisation de combat de la droite créée en 1936, au lendemain de la grande peur de l'Initiative de crise du Front du travail. Le « *Tages-Anzeiger* » a consacré un article au déclin de ce groupement, dont la tâche essentielle au départ, la responsabilité des campagnes des partis

bourgeois lors des votations fédérales, a été reprise par la Société pour le développement de l'économie suisse.

Le Redressement National dispose d'un bureau à Zurich, avec six collaborateurs à plein temps et d'un siège à Genève. Il est dirigé par un comité de trente-six membres, dont MM. Jean-François Martin (GE), Pierre Barras (FR), Pascal Couchepin (VS), Gilbert Coutau (GE), J.-P. Ding (VD), Daniel Eichenmann (NE), Georges Gremaud (FR), Louis Guisan (VD), Michel Jaccard (VD), Claude Alain Mayor (VD), Jean-Daniel Vermeil (GE) pour la Suisse romande. M. Biéler est secrétaire au RN à Genève alors que le responsable de la succursale romande est M. Jean-François Martin.

### La bourse aux nouvelles

— Des rumeurs touchant la presse se multiplient ces temps. Serpent de mer estival? En tout état de cause, quelques notes!

« *Tat* » annonce que le quotidien radical « *Luzerner Tagblatt* », sera bientôt racheté par l'éditeur du « *St. Galler Tagblatt* », ce journal dont Ernest Bollinger décrit l'irrésistible ascension dans le numéro d'été de « *Presse actualité* » (Paris). On se souvient que Publicitas avait racheté le « *Luzerner Tagblatt* », abandonné par l'ancien conseiller national Brunner. En fait s'agit-il vraiment d'un rachat ou d'une modification des participations de Publicitas? En effet, le rapport de la commission des cartels sur le marché des annonces (premier cahier 1972 des publications de cette commission) indiquait l'existence d'une participation minoritaire de Publicitas dans l'entreprise Zollikofer & Co. AG de Saint-Gall, editrice du « *St. Galler Tagblatt* ».

Malgré tous les démentiis, le bruit du rachat de « *Basler Zeitung* » par Jean Frey continue de circuler et cette fois c'est Peter Graf, secrétaire de presse du PSS, qui s'en fait l'écho en précisant également que le projet de lancement par le même

Jean Frey d'un quotidien intitulé « *Express* » n'était pas si profondément relégué au fond des tiroirs qu'on se l'imaginait.

## Le fanion des sept braves!

Qui a relu récemment en Suisse romande cette nouvelle de Gottfried Keller qui se passe au temps du radicalisme triomphant de 1848? Sous ce titre, la télévision allemande (premier programme ARD) présentait il y a peu un film de Hans Emmerling sur certains aspects de la vie zurichoise. On a rencontré des membres des corporations traditionnelles, on a assisté à la fête du « *Sechseläuten* », on a pénétré dans les foyers d'artisans et on a pris connaissance de l'existence du Manifeste démocratique et des risques d'y militer. Pas d'harmonie de complaisance, mais un réel effort de compréhension d'une réalité suisse, difficile à saisir et impossible à idéaliser comme le souhaitent trop d'intransigeants.

## Oh! le beau livre

Nous ne nous laissons pas de feuilleter le premier livre publié sous les auspices du Groupe de recherche sur l'affiche<sup>1</sup>. Ce choix d'affiches sur les votations fédérales depuis le début de ce siècle nous permet de découvrir certains mécanismes de l'« information » des électeurs et il faudra un certain temps pour l'analyser attentivement. Les vingt thèmes choisis sont judicieux. L'illustration est en partie en couleurs ce qui explique le prix élevé du volume et en limitera la diffusion. Un fait demeure, il ne sera désormais plus possible de passer devant une affiche politique sans en chercher le motif profond et en tirer les conséquences. L'exercice sera utile avant le 25 septembre. Ce n'est donc pas seulement un beau livre, mais aussi un livre utile.

R. B.

<sup>1</sup> Jean Meylan, Philippe Maillard, Michèle Schenk : Aux urnes citoyens! 75 ans de votations fédérales en Suisse par l'affiche — André Eiselé, éditeur.

## Des hôpitaux qui pèsent moins lourd

Les difficultés sur lesquelles buttent les travaux de révision de l'assurance-maladie, la modestie (pour ne pas dire plus) des propositions avancées par les spécialistes de la question réunis en commission ad hoc, laissent apparaître au grand jour, une fois de plus, l'ampleur du problème des coûts de la santé qui compromet tout l'édifice sanitaire dans notre pays.

Ne revenons pas sur un diagnostic global, qui a depuis longtemps été tenté dans ces colonnes ! Admettons plutôt que dans la situation actuelle, une réflexion sur d'autres modes de distribution des soins que ceux que nous connaissons est urgente... et posons quelques points de repère,

### La santé publique en Suisse, 1950-1970-1975

	1950	1970	1975
Population résidente (millions)	4,7	6,3	6,3
Proportion population 60 ans et plus	14,0	16,4	17,5
Nombre de lits hospitaliers (milliers)	68,3	70	(73) <sup>1</sup>
Nombre de malades traités (milliers)	500	820	(880)
Nombre de journées hosp. (millions)	20,9	21,3	(21,5)
Fréquence d'hospitalisation (%)	10,6	13,1	(14,0)
Durée moyenne de séjour (dont soins généraux)	42 (22)	24 (15)	24 (—)
Effectifs personnels hospitaliers (milliers)	31	70	97
Médecins en activité	4 200	6 000	7 000
Médecins assistants (suisses)	1 800	2 900	4 450
Etudiants en médecine (BMS)	3 200	6 300	7 000
Densité personnel hospitalier (100 000 hab.)	660	1 117	1 532
Densité médecins actifs (100 000 hab.)	89	95	111
Densité médecins assistants (100 000 hab.)	38	50	70
Densité étudiants en médecine (100 000 hab.)	68	101	111
Coût journée hospitalisation (francs)	13,6	88	186
Estimation dépenses santé (milliards)	(0,6)	(4,4)	(9,6)
Dépenses caisses-maladie (milliards)	(0,25)	(2)	(4)
Dépenses hospitalisation (francs par hab.)	(55)	(315)	(680)
Dépenses de santé (francs par hab.)	(120)	(700)	(1530)

<sup>1</sup> ( ) = estimations.

même s'ils paraissent encore aujourd'hui utopiques <sup>1</sup>.

Dans l'organisation sanitaire actuelle, c'est l'hôpital qui pèse le plus lourd, qui contribue à accélérer le plus fortement la croissance des coûts : plus de la moitié du budget de la santé lui est consacré (55 %, y compris les frais d'investissements). Diminuer le poids de cette institution, ce serait peut-être se donner les moyens de rationaliser les coûts, d'éviter les gaspillages; avec pour but, entre autres, de diminuer le nombre des personnes hospitalisées, et en particulier celui des personnes âgées hospitalisées, pour lesquelles

<sup>1</sup> Voir le travail de Pierre Gilliland, paru dans les cahiers d'études de l'Institut suisse des hôpitaux (No 5/1977) : « Planification de santé publique — Quelques bases et tendances plausibles »; c'est de ce travail que sont extraites les citations de l'article.

l'hôpital ne devrait être que la solution de dernier recours.

Ce but devrait faire l'unanimité. Mais le facteur décisif, dans cette perspective, ce sont la qualité et la quantité des soins prodigués aux étapes antérieures, avant l'hôpital en quelque sorte. C'est dire qu'une première option s'impose : « repenser l'ensemble en fonction de la médecine ambulatoire ».

Deuxième axe de changement : priorité au maintien de la santé plutôt qu'au développement des soins ! On sait que l'hôpital joue, au niveau de

### Ventilation des frais hospitaliers en 1975

Genre de frais	en milliers de francs	en %
Traitements et prestations sociales	1 977 766	70,5
Fournitures médicales	277 299	9,9
Denrées alimentaires	101 295	3,6
Articles de ménage	65 059	2,3
Remplacement, nouvelles acquisitions, amortissements, entretien et réparations des meubles et du mobilier	162 815	5,9
Energie et eau	67 017	2,4
Loyers et intérêt du capital	68 084	2,4
Frais de bureau et d'administration	56 092	2,0
Autres dépenses	28 804	1,0
Total	2 805 041	100,0

santé atteint actuellement, « un rôle minime dans l'élévation du niveau de santé d'une population comme la nôtre » : « si la préoccupation majeure est de maintenir en bonne santé, plutôt que de guérir, faut-il continuer à dépenser proportionnellement autant dans le secteur hospitalier ? D'où une option prioritaire en faveur de la prévention qui devra se traduire principalement par la création et l'organisation de ce que l'on appelle

les groupes du premier recours, pièces maîtresses de tout le système, et à partir desquels les autres éléments s'articuleront.

Les groupes de premier recours réuniront les compétences suivantes : médicales, para-médicales (infirmière, physiothérapeute, par exemple) et sociales (assistante, infirmière de santé publique, aides familiales, aides au foyer, notamment).

Le fonctionnement de ces groupes répondra à certaines demandes bien précises, et entre autres : — pour procéder à la répartition des groupes, ce sera tenir compte à la fois du nombre d'habitants, des distances, de la composition de la population et de certaines données connues de « consommation médicale » ;

— l'organisation en question devra en quelque sorte faire revivre l'ancien « médecin de famille » et en particulier assumer les responsabilités qui rendirent ces praticiens-là indispensables : continuité des soins, pratique domiciliaire ;

— une action préventive efficace devra s'exercer sur une population « fermée », c'est-à-dire définie géographiquement et numériquement ;

— la continuité indispensable des soins rendra nécessaire une très grande clarté des rapports du groupe avec l'hôpital, le groupe gardant « sur le terrain » l'initiative et le pouvoir de décision (une certaine concentration serait en revanche souhaitable à d'autres degrés de spécialisation, à travers les hôpitaux régionaux ou universitaires) ; lieu de formation par excellence, le groupe de premier recours devra d'autre part trouver sa place dans le cycle universitaire ou para-universitaire ;

— l'intervention du groupe est de type médico-social ; cela suppose que les rapports avec les assurances devront être négociés afin d'étendre le champ des prestations remboursables.

Reste à envisager, dans cette perspective, les modifications inévitables du système de formation : « Si l'on définit le groupe de premier recours comme une équipe médico-sociale, un langage commun de l'ensemble des professions intéressées est nécessaire, qui doit supprimer les cloisonne-

ments actuels ; ce qui conduit à une redéfinition des rôles et des statuts : la cohésion des équipes en dépend ».

La voie : donner aux étudiants la possibilité de s'initier à la dimension collective et multidisciplinaire de la science médicale. Ce pourrait être ce que l'on a appelé l'« université de santé », qui permettrait de maîtriser l'ensemble des problèmes touchés. Elle devrait, selon les termes d'un rapport publié par l'OCDE (1973) :

1. Etablir une coordination entre les différentes

#### Frais des soins par assuré, selon les coûts

Année	Traitement médical	Médicaments	Traitement hospitalier	Autres frais	Total
	Indice				
1960	100	100	100	100	100
1975	478	486	1223	443	596
Quote-part en pour-cent					
1960	56,0	25,8	15,6	2,6	100,0
1975	45,0	21,1	32,0	1,9	100,0

#### Le poids des coûts de la santé

Année	Frais des soins médicaux par assuré	Prix à la consommation	Salaires horaires moyens des ouvriers	Produit national brut
1965	150	117	144	162
1970	291	139	201	253
1975	596	201	345	389

Source : P. Gygi, Das schweizerische Gesundheitswesen in der Bewährung ; calculé par la SBS.

structures de formation du personnel de santé en créant, par exemple, des filières de transition et de promotion.

2. Etre le champ de réunion des représentants des institutions concernées par les problèmes de santé pour discerner les objectifs et élaborer des plans d'action communs.

Bref, l'université de santé devrait être capable d'assurer la prospective sanitaire théorique et appliquée !

## Pour combien de temps ?

Dans sa lettre à Jean Ziegler (« Une Suisse insoupçonnée ») Victor Lasserre écrit au sujet de la Banque Populaire Suisse : « Vous vous gardez de préciser que cet établissement est une société coopérative, qu'il ne possède qu'une seule succursale — de création récente — à l'étranger, au Luxembourg plus précisément, et que son activité s'exerce en Suisse, à raison de 90 % » (p. 23).

Les très nombreux abonnés de la revue mensuelle « National Geographic », organe officiel de la « National Geographic Society Washington D.C. » ont l'occasion de prendre connaissance, dans le numéro de juillet 1977 (vol. 152, numéro 1) d'une annonce d'une page intitulée « Personal contact with a Banker in Switzerland can be very worthwhile. For your business as well as private matters »<sup>1</sup>. Cette annonce est placée sous le signe de la croix (suisse bien entendu) et elle est signée « Swiss Volksbank — Schweizerische Volksbank — Banque Populaire Suisse — Banca Popolare Svizzera — A true-swiss big bank »<sup>2</sup>. L'annonce contient notamment cette phrase : « On your next visit to Switzerland come and meet us personally »<sup>3</sup>.

L'invitation est très claire. Mais en fait, peut-être considérera-t-on que les affaires sont traitées en Suisse et ne modifient donc pas le pourcentage des affaires dites nationales.

<sup>1</sup> Le contact personnel avec un banquier suisse peut être très profitable. Aussi bien pour vos affaires qu'à titre personnel.

<sup>2</sup> Faut-il traduire, après l'affaire du Crédit Suisse ?

<sup>3</sup> Venez et rencontrez-nous en personne lors de votre prochain voyage en Suisse.

## DP fait ses comptes

Les chiffres ne disent pas tout, bien sûr ! Dans le cas de DP, dont la quasi-totalité des collaborateurs sont des amateurs bénévoles, ce résumé chiffré est spécialement peu « bavard » sur la somme d'efforts que représente le développement d'une prese indépendante... Il n'empêche : les résultats sont là qui prouvent en tout cas que l'an passé, vous nous avez renouvelé votre confiance avec une remarquable ténacité. Merci !

### RÉSULTATS DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1976

Compte de dépenses	Fr.	Fr.
Sorties CCP 1976 :		
Frais de poste	5 221,90	
Frais généraux	4 513,75	
Loyer	3 439,05	
Salaires et AVS	41 814,85	
Imprimeur	73 059,50	
Paiements de 1977 pour 1976 :		
Frais généraux	90,50	
Salaire	432,—	
Imprimeur	6 574,—	
AVS	2 338,35	9 434,85
Paiements de 1976 pour 1975 :		
Poste		814,60
Frais généraux		274,50
Imprimeur		3 395,—
AVS		1 200,75
Paiements de 1976 pour 1977 :		
Loyer		266,50
Dépenses relatives à l'exercice 1976		131 532,55
	<u>137 483,90</u>	<u>137 483,90</u>

Compte de recettes	Fr.	Fr.
Entrées CCP 1976 :		
Ventes au numéro		2 597,20
Abonnements		143 904,65
Abonnements encaissés d'avance en 1975 pour 1976		16 000,—
Ventes au numéro à encaisser		355,70
Abonnements encaissés d'avance en 1976 pour 1977	30 000,—	
Recettes relatives à l'exercice 1976	132 857,55	
	<u>162 857,55</u>	<u>162 857,55</u>

### Compte de pertes et profits

Perte exercice 1975	15 344,30	
Frais payés en 1976 pour 1975	5 684,85	
Dépenses pour l'exercice 1976	131 532,55	
Recettes pour l'exercice 1976		132 857,55
Perte exercice 1976		19 704,15
	<u>152 561,70</u>	<u>152 561,70</u>

### Bilan au 31 décembre 1976

CCP	69 731,68	
c/c association journal libre		623,18
Abonnements encaissés d'avance		30 000,—
Passifs transitoires		8 812,65
Capital		50 000,—
Perte exercice 1976	19 704,15	
	<u>89 435,83</u>	<u>89 435,83</u>

## Les ratés atomiques de la démocratie

Une commission fédérale a donc été constituée pour l'examen de l'initiative Meizoz (moratoire). Mieux vaut tard que jamais... il est probable qu'elle examinera par la suite le projet d'arrêté urgent (nouvelle procédure pour les autorisations), l'initiative populaire pour un contrôle démocratique dans la construction des centrales nucléaires et enfin le projet de future loi sur l'énergie nucléaire. Du pain sur la planche.

Cette commission était forte, à l'origine, de vingt et un membres. Ici et là, les plus expresses réserves ont tout de suite été faites sur sa composition, jugée partisane. Mais il y a mieux : cette commission a reçu du renfort dans un deuxième temps, et huit membres plutôt favorables dans leur majorité à l'énergie nucléaire sont venus s'ajouter aux premiers spécialistes... Qui est intervenu entretemps ?

Ladite commission va procéder, en août, à des auditions. Et elle a d'ores et déjà récusé le professeur Morand, que le Conseil fédéral a pourtant jugé suffisamment compétent pour siéger dans la commission d'experts chargée d'élaborer l'arrêté urgent et la nouvelle loi. En revanche, elle a accepté d'entendre M. Michael Kohn de BBC qui est, lui, comme chacun le sait, neutre et indépendant !

Pour le reste, sur le terrain, les travaux de mise en place de l'infrastructure nucléaire se poursuivent comme si de rien n'était. Inquiétant doublement : dans le public, l'inquiétude croît et les manifestations se multiplient, au point que, pour la première fois depuis longtemps, on voit en Suisse alémanique s'organiser un front contestataire large, puissant et surtout ouvert à toutes les couches de la population et à tous les âges; et par ailleurs, comme si le vote des Bâlois n'avait pas eu lieu (« oui » à l'initiative demandant au gouvernement cantonal de s'opposer par tous les moyens légaux à l'implantation de centrales nu-

claires et à l'aménagement de dépôts de déchets radioactifs dans la région bâloise), l'industrie nucléaire poursuit ses investissements, qu'elle espère bien rendre irréversibles, à la longue.

Voyez par exemple le cas de la centrale nucléaire de Leibstadt. Exemple ! Il y a plusieurs mois, recours a été déposé auprès du Conseil fédéral contre une première autorisation de construire.

Actuellement, le gouvernement n'a toujours pas tranché... et le Département de l'énergie vient de délivrer une autorisation complémentaire !

Envers et contre tous, on construit donc toujours à Leibstadt.

Comme on comprend l'ASPEA (Association suisse pour l'énergie atomique) qui, après la première manifestation de Gösigen, protestait, dans un communiqué vengeur, contre ceux qui négligent les moyens d'opposition démocratiques à disposition !

N.B. — Tous les jours plus atomisée, tronçonnée, l'information sur l'enjeu nucléaire court les quotidiens, les revues plus ou moins spécialisées, d'une occupation de site à une déclaration solennelle de scientifiques, d'une manifestation non violente à un affrontement armé, d'une apologie des énergies dites parallèles à une démonstration apocalyptique du manque énergétique.

Il fallait remonter aux sources, retrouver le fil, une vue d'ensemble qui donne des points de repères pour apprécier l'actualité à sa juste portée. Ce travail de synthèse, plus que jamais nécessaire, le scientifique neuchâtelois bien connu Jean Rossel, l'a mené à chef, avec le sérieux qui s'imposait (« L'enjeu nucléaire ». Ed. P. Favre).

Premières lignes de la première page de cet ouvrage : « C'est en 1939 que le phénomène de fission nucléaire a été découvert par Otto Hahn et Fritz Strassmann, deux physico-chimistes allemands »... Dernières lignes (p. 120) : « ... La science et la société sont des affaires trop importantes pour tomber entre les mains des technocrates. Science et conscience, conscience et science, dirons-nous, mais pas l'une sans l'autre ». De la première à la dernière ligne, tout un itiné-

raire : des précisions historico-scientifiques à la morale politique (en passant par la recherche, bien sûr, d'une autre politique énergétique), le bouquin de Rossel noue utilement la gerbe.

## COURRIER

### Se vautrer dans l'énergie

*Le point de vue de M. Jacques Desmeules, directeur de la Compagnie vaudoise d'électricité (CVE) est bien connu : à chaque assemblée de la CVE, il bénéficie de l'ensemble de la presse pour publier ses professions de foi nucléaires. Pierre Lehmann lui répondait, il y a peu, dans l'intérêt des quelques milliers de lecteurs de DP. M. Desmeules demande encore la parole dans ces colonnes. Espérons qu'il la donnera à son tour à P. Lehmann à la prochaine assemblée de la CVE!*

Monsieur le Rédacteur,

Dans le numéro 412 de votre journal, sous le titre « Se vautrer dans l'énergie », M. Pierre Lehmann me prend à partie à propos d'un exposé fait lors de l'Assemblée générale de la CVE. Il me paraît équitable de faire connaître à vos lecteurs un autre point de vue.

Il ne suffit pas, pour le démontrer, d'affirmer, comme le fait M. Lehmann, que tous le monde sait que le chauffage électrique est la pire façon de chauffer les locaux. La pire façon d'informer vos lecteurs consiste à laisser M. Lehmann se vautrer dans une démagogie de mauvais aloi, en leur faisant croire qu'il existe des méthodes de substitution pratiquement et immédiatement réalisables à grande échelle et qui utilisent des ressources renouvelables et autochtones. Les électriciens sont partisans de l'énergie solaire (seule ressource autochtone importante), mais ils savent aussi qu'elle ne pourra couvrir qu'une faible partie de nos besoins en énergie et à des prix relativement élevés. M. Lehmann devrait écrire que le vrai gaspillage irresponsable consiste à brûler du pétrole pour se chauffer, en détruisant une précieuse ma-

tière première dont l'humanité a infiniment besoin. M. Lehmann pourrait aussi nous démontrer qu'en brûlant des billets de banque dans la chaudière de son chauffage central, le rendement, selon ce spécialiste de l'entropie, serait certainement plus favorable que celui du chauffage électrique... M. Lehmann ne dit pas non plus que le gaz carbonique dégagé par la combustion du mazout, entraîne un réchauffement catastrophique de la troposphère qui, même sans accroissement de la consommation de pétrole, pourrait conduire dans un siècle à la fonte de la glace des pôles et à une élévation du niveau de la mer de quelques dizaines de mètres (il faut lire à ce sujet l'article paru dans le « Monde des sciences et des techniques » du 25 mai 1977). Le danger n'est pas dans la chaleur perdue par la production d'électricité nucléaire, mais bien dans le dégagement excessif de CO<sub>2</sub> qui crée la serre sous laquelle l'échauffement dû à l'énergie solaire (beaucoup plus grande que la chaleur dégagée par les centrales nucléaires) ne sera plus maîtrisable.

M. Lehmann, avec un certain cynisme, se déclare satisfait de la fourniture de courant des électriciens et il n'en veut pas plus. Très bien ! Mais qu'en pensent les autres, ceux qui conçoivent la vie autrement que M. Lehmann, ceux qui aimeraient avoir ce qu'il a déjà et qu'ils n'ont pas encore !... Il se trouve, cependant, que la consommation d'électricité a augmenté de 4,2 %, dans le canton de Vaud, entre 1975 et 1976, et que cet accroissement a été couvert par la production de centrales nucléaires, sans lesquelles il aurait fallu restreindre la consommation en 1976.

J'invite M. Lehmann à consulter les statistiques nordiques et britanniques sur le chauffage électrique et à prendre connaissance des prises de position de la CGT française à propos de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Enfin, puis-je rappeler à M. Lehmann qu'en novembre 1965, le Grand Conseil vaudois a applaudi les critiques adressées à la direction de la CVE qui n'avait pas su se hâter de construire la centrale nucléaire de Grandson... **J. Desmeules**

VAUD

## Les Rouges arrivent

Si le programme du Parti socialiste ne vous convient pas, voyez plutôt celui qu'on lui prête !

A l'aube d'une fin d'année électorale, les libéraux vaudois relancent leurs soutiens financiers. Cidessous, de larges extraits de leur lettre-circulaire. On le verra :

1. Les plus défavorisés ne sont pas ceux que l'on croit : pauvres gérants, pauvres propriétaires !
2. Le Parti libéral, parti de progrès : non aux quarante heures, non à la protection de l'environnement, non à la participation, entre autres...
3. Le credo libéral, c'est... le libéralisme; pour plus de détails, le refus du « processus engagé par la gauche » suffira.

Messieurs,

*Vous connaissez mieux que quiconque le poids des contraintes administratives, le foisonnement des lois et des règlements bureaucratiques. Vous savez surtout combien les législateurs se méfient des professions libérales et les défavorisent : désavantages à l'AVS, charges fiscales, concurrences multiples des bureaux et des fonctionnaires dans les travaux publics, chicaneries de l'assurance-incendie ou de la protection de l'environnement qui coûtent cher et dont l'impopularité retombe sur les propriétaires et les gérances au cas où ils sont contraints d'augmenter leurs prix.*

*De la commune à la Confédération, le processus engagé par la gauche et suivi par le conformisme social conduit à la socialisation.*

*Les partis qui veulent la fin de l'économie libérale et des professions indépendantes cherchent parfois à brusquer les opérations par des coups de main décisifs : impôt sur la richesse, semaine de quarante heures, participation aux décisions dans les entreprises, sans parler de la subversion, de la « déstabilisation » pratiquée par certains.*

*Les 12 et 13 novembre prochain se dérouleront les élections communales. Le champ de lutte est étroit, mais beaucoup de choses dépendent de nos*

*municipalités; d'autre part, l'issue de ces élections influe sur celle des députés cantonaux et fédéraux en 1978 et en 1979. On ne doit donc pas minimiser leur importance. A tous les niveaux, le Parti libéral lutte contre la socialisation sournoise ou provocante, et il défendra ses idées et ses principes avec confiance et conviction dans une campagne électorale qui s'annonce difficile : la gauche est déjà près de la majorité (46 sièges sur 100) et se persuade qu'elle la dépassera. Il faudra donc tout mettre en œuvre pour faire connaître et entendre les idées libérales.*

*Compte tenu des moyens nécessaires à une telle campagne, nous nous permettons de solliciter votre appui financier, en espérant que vous serez disposé à soutenir l'action d'un parti qui vise au maintien d'une société et d'une économie libérales, les seules où s'affirme l'initiative personnelle et où peuvent prospérer les professions indépendantes.*

Et c'est signé : Parti libéral lausannois.

### LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Libéralismes

Je lis ici et là ... :

— « Ernst Cincera a des amis aux Chambres fédérales. Mardi, ils se sont peu exprimés au Conseil national. Peut-être avaient-ils affaire à trop forte partie. Le gouvernement central et la majorité des députés étaient contre eux.

Toutefois, il ne faut pas s'y tromper. L'influence des amis d'Ernst Cincera est loin d'être négligeable. On dispose d'un bon indice. C'est la liste des députés ayant appuyé l'interpellation du radical de Zurich Rudolf Friedrich qu'il s'agit (en faveur de Cincera — J.C.) Ils ne seraient pas moins de 39 (interpellateur compris) :

- 18 radicaux
- 8 démocrates du centre
- 8 démocrates-chrétiens
- 3 libéraux

— 1 évangélique

— 1 républicain.

Presque tous les amis d'Ernst Cincera sont alémaniques. On ne découvre parmi eux que deux latins (le Genevois André Gautier et le Vaudois Claude Bonnard, tous deux libéraux). »

(Ceci sous la signature de Georges Plomb, dans « La Suisse du 15 juin 1977).

— « Libéralisme n. m. Doctrine politique ou économique qui défend l'application de la liberté dans la société. »

(Ça c'est dans le *Grand Larousse encyclopédique* que je le prends).

— « Tout à coup, les policiers se mettent en marche. Avec leurs uniformes-combinaisons, leurs casques, leurs matraques, leurs boucliers, leurs gaz lacrymogènes et leurs chiens, ils font une horrible (*grimmig*) impression.

Froidevaux fait appel une fois encore à la non-violence : « Celui qui emploie la violence n'a plus sa place parmi les manifestants non violents. » (...).

Nous voyons une femme recevoir des coups. Un vieillard est bousculé. Pourtant, les policiers rient. A dix-neuf heures, le moment est arrivé : des bombes à gaz sont tirées au beau milieu de la foule. (...)

De l'hélicoptère descendent le chef de la police cantonale, Jules Huggenberger, et le conseiller d'Etat soleurois Gottfried Wyss. C'est eux qui ont dirigé la manœuvre. Ils se refusent à croire que la police ait frappé des femmes et des enfants. Wyss, haussant les épaules : « C'est un risque qu'on prend, quand on vient en un tel lieu. »

(Je traduis ces lignes d'un article signé par les envoyés spéciaux de « Tat », Christoph Grenacher, Peter Knechtli et Christoph Schweizer, lundi 27 juin).

Selon les journaux lausannois, il semble que participaient à l'action aussi des policiers vaudois.

Que penserait-on à Cully, Echallens, Moudon et autres lieux si des policiers lucernois — c'est-à-dire parlant une autre langue et ne comprenant pas celle des locaux — intervenaient ? J. C.